



**PRÉFET
DU JURA**

Liberté
Égalité
Fraternité

Préfet du Jura

dossier n° PC 039 198 24 D0046

date de dépôt : 03 août 2024

demandeur : **CENTRE HOSPITALIER
LOUIS PASTEUR DOLE**, représenté par
Monsieur CHAFFANGE Gilles

pour : **la restructuration et l'extension
du service de dialyse**

adresse terrain : **73 avenue Léon
Jouhaux, à Dole (39100)**

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le préfet du Jura,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU la demande de permis de construire présentée le 03 août 2024 par le **CENTRE HOSPITALIER LOUIS PASTEUR DOLE**, représenté par Monsieur Gilles CHAFFANGE, demeurant 73 avenue Léon Jouhaux BP 79, Dole (39100);

VU l'objet de la demande :

- pour la restructuration et l'extension du service de dialyse ;
- sur un terrain situé 73 avenue Léon Jouhaux, à Dole (39100) ;
- pour une surface de plancher créée de 281 m² ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté d'agglomération du Grand Dole approuvé le 18 décembre 2019, zone UE ;

VU l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande de permis de construire en date du 03 août 2024 ;

VU l'avis réputé favorable du maire ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment l'article R 422-2 a) relatif à la décision en matière de permis de construire pour les projets réalisés pour le compte de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires ;

VU l'arrêté du maire au nom de l'État en date du 17 octobre 2024 autorisant les travaux au titre de l'article L.111-8 du Code de la construction et de l'habitation ;

VU le document graphique fourni en date du 04 novembre 2024 ;

Sur proposition de la direction départementale des territoires du Jura ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions émises dans l'arrêté autorisant les travaux au titre de l'article L.111-8 du Code de la construction et de l'habitation devront être respectées.

A Lons-le-Saurier, le 18 novembre 2024
le préfet


Serge CASTEL

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.